

UNION DES COMORES

Unité - Solidarité – Développement

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

PROJET DE RAPPORT D'EXECUTION BUDGTAIRE POUR L'EXERCICE 2018

Moroni, le 08 mai 2019

Sommaire

INTRODUCTION	Erreur ! Signet non défini.
PREMIERE PARTIE : CONTEXTE DE LA PREPARATION DU BUDGET 2017.....	3
PRESENTATION DE LA DIRECTION GENERALE DU BUDGET.	3
<i>CHAPITRE 1 : CONTEXTE GENERAL DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET GRANDES LIGNES DE LA LOI DE FINANCES 2017.</i>	<i>3</i>
1.1 – CONTEXTE GENERAL.....	3
1.2 - LES GRANDES LIGNES DE LA LOI DE FINANCES 2017 ET LES MESURES NOUVELLES.	4
2.1 Les Recettes	5
2.2 Les Dépenses.....	5
DEUXIEME PARTIE : EXECUTION BUDGETAIRE, EXERCICE 2017.....	7
2-1. INTRODUCTION	7
2-2. EXECUTION DES RECETTES CONSOLIDEES	8
2-2- 2-Les Recettes fiscales	10
2.2.3- Les recettes non non fiscales	11
2-3. EXECUTION DES DEPENSES CONSOLIDEES.....	11
2-3-2. Exécution des Dépenses par catégorie.....	12
2-4. EXECUTION BUDGETAIRE PAR ENTITE.	14
2-4-2. ÎLE AUTONOME DE NGAZIDJA.....	16
2-4-3. ÎLE AUTONOME d'ANJOUAN.....	17
2-4-4. ÎLE AUTONOME DE MWALI.....	18
2-4-5. UNION.....	20
3. INDICATEURS BUDGETAIRES	21
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	24

PREMIERE PARTIE : CONTEXTE DE LA PREPARATION DU BUDGET 2018

PRESENTATION DE LA DIRECTION GENERALE DU BUDGET.

LA DIRECTION GENERALE DU BUDGET dans sa version actuelle est en phase de réorganisation, compte tenu de sa séparation avec les services de la Direction Générale du Contrôle Financier.

Les missions de la Direction Générale du Budget consistent en la collecte, la centralisation et le traitement des données inhérentes à la préparation du budget de l'Etat ainsi qu'au contrôle de son exécution conformément à la loi des finances dument votée par l'Assemblée de l'Union des Comores et promulguée par le Président de la République. Toutes ses opérations étant réalisées en tenant compte de la réglementation en vigueur.

Pour réaliser ce travail, la Direction Générale du Budget dispose de Directions techniques dont les hommes et les femmes qui y sont affectés doivent aussi assurer le passage du « budget de moyens », l'actuel, vers le « budget programme » en passant par le « budget axé sur les résultats » d'ici 2022. C'est dans ce cadre et aussi en vue de se mettre en conformité avec les dispositions issues de la constitution révisée le 30 juillet 2018, qu'un projet de réorganisation de la Direction générale est en cours de réalisation.

CHAPITRE 1 : CONTEXTE GENERAL DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET GRANDES LIGNES DE LA LOI DE FINANCES 2018.

1.1 – CONTEXTE GENERAL.

Les perspectives 2018 ont été établies à partir du cadrage macro-budgétaire 2007-2019 optique SCN93 (système comptable nationale de 1993). Elles posent les jalons de l'émergence à l'horizon 2030 en visant des objectifs de croissance réaliste et progressifs de plus de 6,5% par année, de renforcement de la bonne gouvernance et de civisme fiscal. Ces perspectives ayant été renforcées par la relance de la production d'énergie avec l'acquisition d'un nouveau central électrique dont l'effectivité opérationnelle était envisagée en février. Ce qui fut chose faite.

Ainsi, le scénario macroéconomique pour 2018 associé au projet de Loi de finances rectificative est légèrement révisé à la baisse, par rapport au projet initial de LdF 2018. La prévision de croissance du PIB s'établirait à + 3,3 % en 2018 (contre + 2,2 % précédemment dans la Loi de finances initiale 2018), soit un niveau supérieur à la croissance démographique qui se situe à 2,5% pour la même période. Les révisions concernant uniquement la composition de la croissance, avec une demande intérieure plus dynamique à l'inverse d'un environnement international moins porteur notamment avec la perspective de hausse des coûts des produits pétroliers.

Car, la relance du secteur énergétique sur l'ensemble du territoire national depuis le mois de février, s'est traduite par des effets positifs, notamment :

- La production des micros et moyennes entreprises favorisées par une augmentation de la demande nationale ;
- La consommation des ménages favorisée par un meilleur contrôle des prix (produits de première nécessité, pétrole, frais de transport, etc.) ;
- L'augmentation des importations de biens d'investissements et de consommation intermédiaires en lien avec le redémarrage de l'activité économique et de la demande intérieure.

- Le déroulement des activités du deuxième opérateur téléphonique (Telco) ont aussi également constitué une réelle source de croissance avec des externalités positives sur les autres branches de services, à l'instar du secteur financier.

Enfin, bien que l'exécution plus lente que prévu du Programme d'Investissements Publics impacte faiblement la croissance, il convient toutefois de nuancer ce dernier, dans la mesure où la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) a connu une reprise par le lancement de la politique des gros travaux (le démarrage de la construction de l'hôpital El - Maanrouf, les routes, la signature du projet de l'aéroport, le projet de reprise de l'hôtel Galawa etc.) qui a redonné confiance aux investisseurs.

1.2 - LES GRANDES LIGNES DE LA LOI DE FINANCES 2018 ET LES MESURES NOUVELLES.

Les Lois de Finances 2018 sont articulées, entre autres, autour des axes prioritaires suivants :

Créer les conditions d'une croissance économique forte et équilibrée susceptible de résorber les déficits existants.

Forte mobilisation des ressources intérieures et identification de nouvelles potentialités des ressources ;

Favoriser l'investissement par la mise en place du plan d'Investissement quinquennal (PIQ), ainsi que l'amélioration des conditions de travail des administrations ;

Poursuivre les réformes des finances publiques engagées dans le cadre de négociation de nouvelle facilité élargie de crédit (FEC) ;

Renforcer la gestion de réduction des risques de catastrophes naturelles.

Appuyer fortement le secteur énergétique par l'achat de nouveaux groupes et le maintien de l'appui financier à la MAMWE;

La sécurisation des recettes publiques issues des diverses régions, en systématisant le versement dans le CUT ;

Le croisement de la consommation téléphonique des Administrations avec les redevances des fréquences de Comores Télécom ;

L'ajout d'une taxe sur terminaison d'appel ;

L'amélioration des conditions de travail des administrations

À travers ce budget, le gouvernement avait tenu à la consolidation des équilibres macroéconomiques fondamentaux et à l'optimisation de l'utilité économique et sociale de nos ressources budgétaires, pour redonner une bonne image du pays vis-à-vis de ses partenaires intérieurs et extérieurs. D'où la relance de l'activité économique à travers le renforcement des PME produisant des biens de substitution aux importations et l'accélération du programme de restructuration des entreprises publiques du pays afin d'améliorer le niveau de vie de la population.

Force de constater que les réformes constitutionnelles au 30 juillet 2018 a permis le gouvernement de procéder à des ajustements administratifs et fonctionnels de douze ministères au lieu de sept ministères et trois vice présidences au paravent, à fin de permettre la consolidation d'un seul budget national.

Ainsi, le solde budgétaire global révisé pour 2018 s'établit à – 2 491 millions de FC, sur – 1 912 millions de FC prévus dans la Loi de finances initiale, soit une diminution de 0,33%. Cette légère augmentation du déficit de l'État représente 579 millions de FC.

La Loi de finances rectificative compense la diminution de 5 009 millions de FC de recettes internes, par une diminution des dépenses publiques à hauteur de 4 430 millions de FC. Et cela est due essentiellement à une réduction des dépenses sur financement externes (6 000 millions de FC) et une légère augmentation des dépenses courantes primaires (393 millions de fc), ceci fait ressortir un solde primaire de – 5 375 millions de FC, sur 118 millions de FC prévus dans la Loi de finances initiale.

C'est ainsi que le Gouvernement a proposé un projet de Loi de Finances rectificative pour 2018 qui tiendra compte de la conjoncture des six derniers mois de 2018, à savoir :

Mise en place de la nouvelle constitution émanant du referendum datant du 30 juillet 2018

Le retard enregistré dans la mise en œuvre des mesures et des réformes liées aux recettes intérieures au titre de l'exercice par rapport aux prévisions initiales ;

L'octroi d'une Aide Budgétaire par de l'Arabie Saoudite au Gouvernement comorien pour un montant de 1 061 millions de FC ;

L'intégration de nouvelles structures dans le budget pour améliorer le développement socio-économique du pays.

L'intégration des données liées à ces événements à donc relativement bouleversé les prévisions initiales et a fait ressortir les nouvelles grandes masses du Budget qui se présentent comme suit :

2.1 Les Recettes

Les recettes totales passent de 100 371 millions de FC à 95 362 millions de FC, soit une diminution de 5 009 millions de FC (17,20%) :

Les recettes internes passent de 66 632 millions à 61 623 millions de FC, soit une réduction de 5 009 millions de FC (21,17%) par rapport à la LdFi 2018 ;

2.2 Les Dépenses

Les dépenses totales passent de 102 283 millions de Fc à 99 016 millions de FC, soit une diminution de 3 266 millions de Fc (16,68%) par rapport à la Loi initiale :

- Les dépenses courantes passent de 66 514 millions à 66 162 millions de FC marquant une baisse de 353 millions de Fc (0,53%), due à une baisse des Investissements Publics et des Transferts (Voir tableau)

Tableau des équilibres budgétaires pour l'exercice 2018

Ressources et Charges	LdFR 2018	LdFI 2018	Union	Ngazidj a	Ndzouw ani	Mwali	Ecart	%du PIB 2018
RECETTES TOTALES	95 362	100 371	90 713	2 009	2 097	543	-5 009	16,35%
Recettes Internes	61 623	66 632	56 974	2 009	2 097	543	-5 009	10,56%
Fiscales:	46 113	50 732	42 489	1 266	1 883	475	-4 619	7,90%
Impôts sur le Revenu, Bénéfices et Plus-values	10 930	14 544	9 604	449	694	184	-3 614	1,87%
Impôts sur les Biens et Services	8 710	9 213	6 454	789	1 181	286	-503	1,49%
Impôts sur le Commerce								
International	10 627	9 937	10 621	0	3	2	690	1,82%
Droits d'accises	15 846	17 038	15 810	28	5	3	-1 192	2,72%
Non- fiscales	15 510	15 900	14 485	743	214	68	-390	2,66%
<i>Recettes Propres (PM)</i>	2 973	2 638	80	1 126	1 090	342	335	0,51%
DEPENSES TOTALES	97 016	102 283	79 011	7 811	7 866	2 328	-5 267	16,63%
Dépenses courantes	66 162	66 514	48 157	7 811	7 866	2 328	-353	11,34%
Dépenses courantes primaires	65 865	66 309	47 860	7 811	7 866	2 328	-444	11,29%
Traitements et salaires	27 776	27 384	13 177	6 018	6 624	1 957	392	4,76%
Biens et services	13 296	13 243	11 924	740	559	73	53	2,28%
Transferts	11 654	11 737	10 131	717	533	273	-83	2,00%
Investissement sur fin. resrces								
propres	13 138	13 945	12 627	336	150	25	-807	2,25%
Intérêts de la dette	297	205	297				91	0,05%
Solde primaire	-4 539	118					-4 656	-0,78%
Recettes externes (Dons)	33 739	33 739	33 739				0	5,78%
<i>dont: Aides budgétaires</i>	6 000	6 000	6 000				0	1,03%
<i>Dons Gouvernement</i>								
<i>Etranger</i>	0	0					0	0,00%
Projets (y compris fonct.et assist.tech.)	27 739	27 739	27 739				0	4,75%
Assistance PPTE Intérimaire	0	0					0	0,00%
Dépenses sur financement								
Externes	27 739	27 739	27 739				0	4,75%
Maintenance projets (fin. extérieur)	2 917	2 917	2 917				0	0,50%
Assistance technique (fin. extérieur)	4 084	4 084	4 084				0	0,70%
Financées sur ressources extérieures	20 738	20 738	20 738				0	3,55%
Financées sur fonds de contrepartie	0	0					0	0,00%
Dette publique	3 115	2 029	3 115				1 086	0,53%
Exterieur	1 994	2 029	1 994				-35	0,34%
Interieur	1 121	0	1 121				1 121	0,19%
Prêt	0	6 000					-6 000	0,00%
Solde global (base ordonnancement)	-1 654	-1 912					258	-0,28%
PIB	583 384	583 384					0	100,00%

DEUXIEME PARTIE : EXECUTION BUDGETAIRE, EXERCICE 2018

2-1. INTRODUCTION

La Loi de finances 2018 N°17-017/AU adoptée le 25 décembre 2017 et promulguée le 30 décembre 2017 sous le N° 17-128/PR, a subi des modifications à la nouvelle réforme constitutionnelle qui a permis à un changement structurel catégorique et conjoncturel. Ceci, a conduit à un projet de Loi de Finances rectificative. Cette dernière a revu les recettes internes en les faisant passer de 66 932 millions de fc à 61 623 millions de fc, soit une baisse de 7,52% et les dépenses courantes de 66 514 millions de fc à 66 162 millions de fc, soit une baisse de 0,53% par rapport à la loi de finances initiale. Ainsi le solde primaire passe de -1 912 millions de fc à -4 539 millions fc.

DEUXIEME PARTIE : EXECUTION BUDGETAIRE

2-1 INTRODUCTION

Les recettes totales internes sont réalisées à hauteur de 57 756 millions de fc, sur une prévision totale de 66 632 millions de fc pour la LDFI 2018 et 61 623 pour la LDFR 2018, Elles enregistrent un taux de réalisation de 86,68% par rapport à l'initiale et 93,72 % par rapport à la rectificative. Elles représentent 9,90% du PIB, contre une réalisation de 55 550 millions de fc pour l'année 2017.

Les dépenses courantes totales exécutées sont à hauteur de 58 387 millions de fc, sur une prévision totale de 66 515 millions de fc pour la LDFI 2018 et 66 162 millions pour la LDFI. Elles représentent un taux d'exécution 87,78% par rapport à l'initiale et 88,25% par rapport à la rectificative. Elles représentent 11,34% du PIB, contre une exécution de 57 925 millions de fc pour l'année 2017.

L'exécution budgétaire pour l'année 2018 a fait ressortir un solde primaire déficitaire d'un montant de 637 millions de fc, sur une prévision déficitaire de 4 539 millions de fc, soit une performance de la gestion budgétaire cautionnée par une meilleure mobilisation de ressources et une maîtrise des dépenses.

(Voir graphique 1 et tableau b).

SITUATION GLOBALE

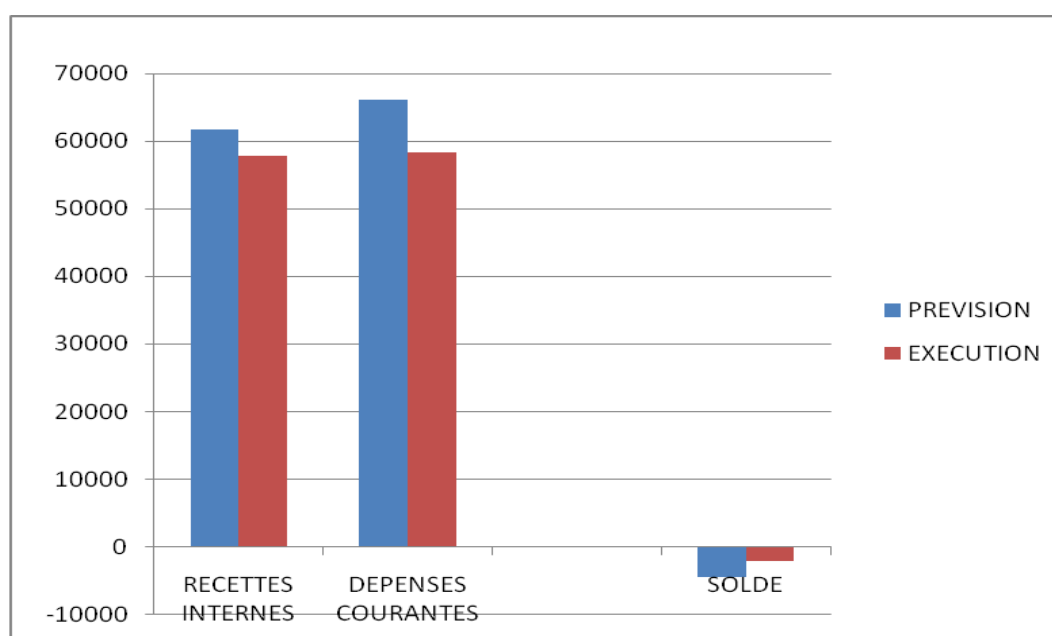


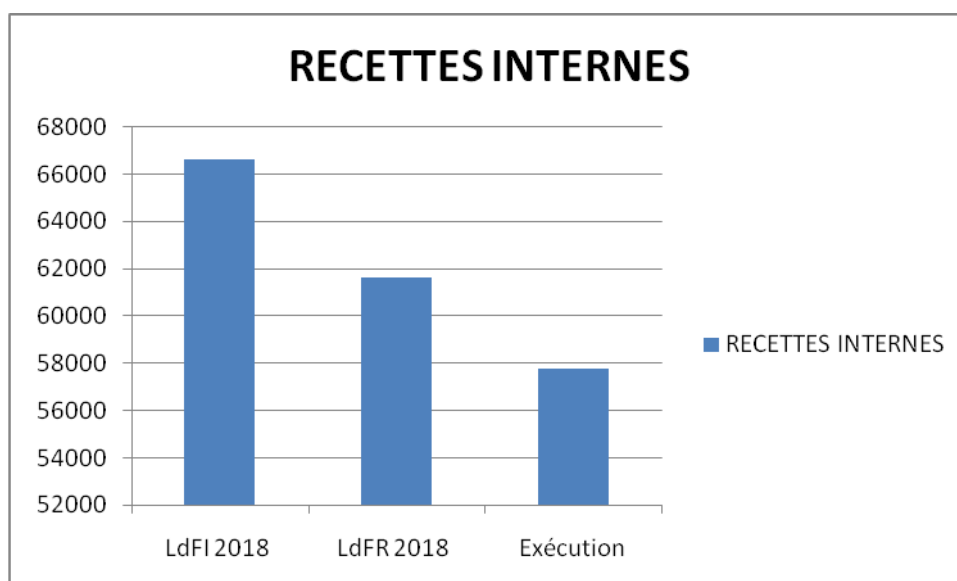
Tableau (b) : Equilibres budgétaire pour l'exercice 2018

Ressources et Charges	LdFR 2018	LdFI 2018	Union	Ngazidja	Ndzou wani	Mwali	Ecart	%du PIB 2018
RECETTES TOTALES	95 362	100 371	90 713	2 009	2 097	543	-5 009	16,35%
Recettes Internes	61 623	66 632	56 974	2 009	2 097	543	-5 009	10,56%
Fiscales:	46 113	50 732	42 489	1 266	1 883	475	-4 619	7,90%
Impôts sur le Revenu, Bénéfices et Plus-values	10 930	14 544	9 604	449	694	184	-3 614	1,87%
Impôts sur les Biens et Services	8 710	9 213	6 454	789	1 181	286	-503	1,49%
Impôts sur le Commerce International	10 627	9 937	10 621	0	3	2	690	1,82%
Droits d'accises	15 846	17 038	15 810	28	5	3	-1 192	2,72%
Non- fiscales	15 510	15 900	14 485	743	214	68	-390	2,66%
<i>Recettes Propres (PM)</i>	2 973	2 638	80	1 126	1 090	342	335	0,51%
DEPENSES TOTALES	97 016	102 283	79 011	7 811	7 866	2 328	-5 267	16,63%
Dépenses courantes	66 162	66 514	48 157	7 811	7 866	2 328	-353	11,34%
Dépenses courantes primaires	65 865	66 309	47 860	7 811	7 866	2 328	-444	11,29%
Traitements et salaires	27 776	27 384	13 177	6 018	6 624	1 957	392	4,76%
Biens et services	13 296	13 243	11 924	740	559	73	53	2,28%
Transferts	11 654	11 737	10 131	717	533	273	-83	2,00%
Investissement sur fin. resrces propres	13 138	13 945	12 627	336	150	25	-807	2,25%
Intérêts de la dette	297	205	297				91	0,05%
Solde primaire	-4 539	118					-4 656	-0,78%
Recettes externes (Dons)	33 739	33 739	33 739				0	5,78%
<i>dont: Aides budgétaires</i>	6 000	6 000	6 000				0	1,03%
<i>Dons</i>								
<i>Gouvernement Etranger</i>	0	0					0	0,00%
Projets (y compris fonct.et assist.tech.)	27 739	27 739	27 739				0	4,75%
Assistance PPTE Intérimaire	0	0					0	0,00%
Dépenses sur financement Externes	27 739	27 739	27 739				0	4,75%
Maintenance projets (fin. extérieur)	2 917	2 917	2 917				0	0,50%
Assistance technique (fin. extérieur)	4 084	4 084	4 084				0	0,70%
Financées sur ressources extérieures	20 738	20 738	20 738				0	3,55%
Financées sur fonds de contrepartie	0	0					0	0,00%
Dettes publiques	3 115	2 029	3 115				1 086	0,53%
Exterieur	1 994	2 029	1 994				-35	0,34%
Interieur	1 121	0	1 121				1 121	0,19%
Prêt	0	6 000					-6 000	0,00%
Solde global (base ordonnancement)	-1 654	-1 912					258	-0,28%
PIB	583 384	583 384					0	100,00%

2-2. REALISATION DES RECETTES CONSOLIDEES.

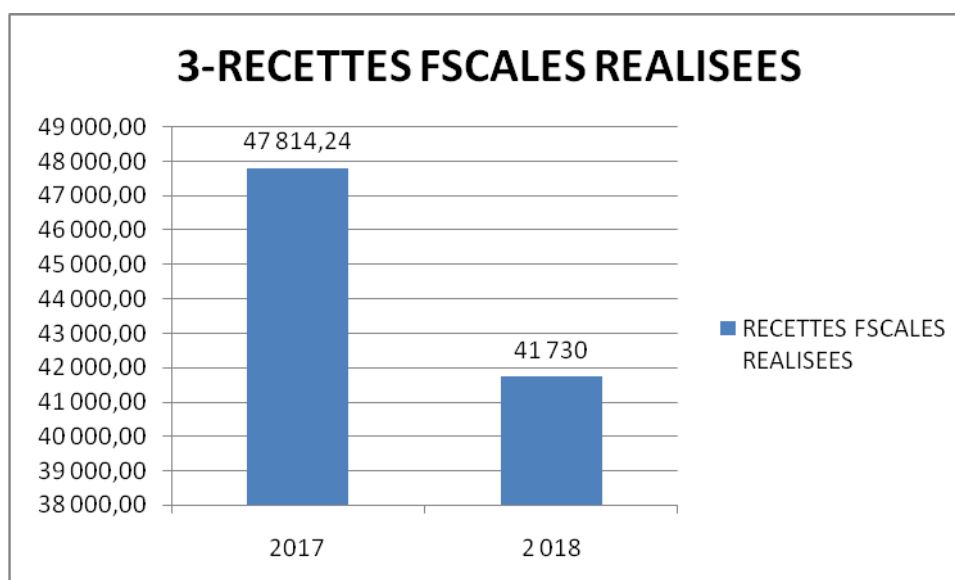
2-2-1. Recettes internes.

Les recettes internes sont réalisées à hauteur de 57 756 millions de fc, sur une prévision de de 66 632 millions de fc pour la LDFI et 61 623 millions de fc pour la LDFR. Elles représentent un taux de réalisation de 86,68% par rapport à l'initiale et 93,72 % par rapport à la rectificative et 9,90% du PIB, contre une réalisation de 55 550 millions de fc soit 86,31% pour l'année 2017 (voir graphique 2).

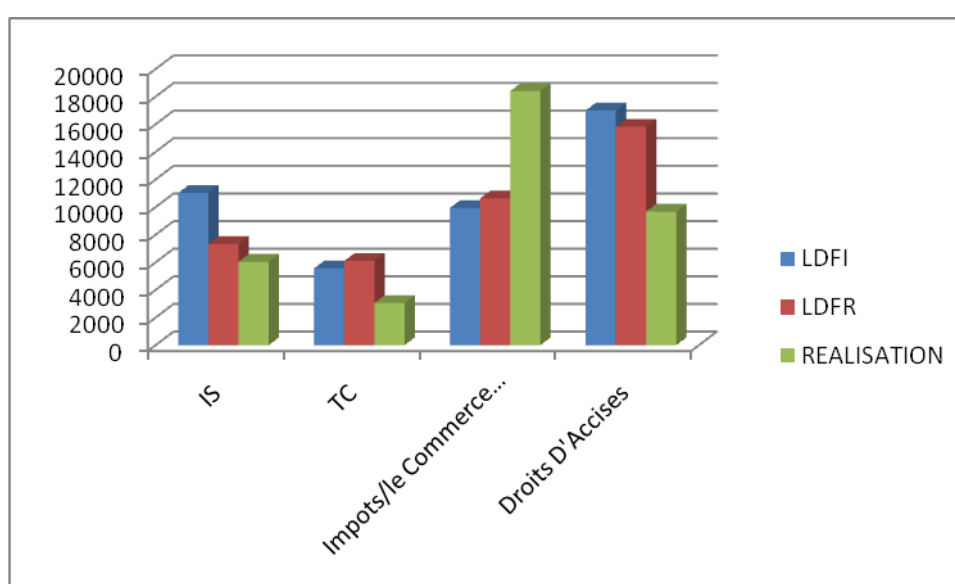
**2-2-2. Les Recettes Fiscales.**

NATURES	LDFI 2018	LDFR 2018 (A)	Réalisation Consolidée 2018(B)	Ecart (B-A)	Taux d'exécution (B/A)
Impôts / Bénéfices Plus-Value	14544	10 930	8 836	-2 095	80,84%
Impôts / Biens et Services	9213	8 710	4 820	-3 889	55,35%
Impôts/Commerces Internationales	9937	10 627	18 402	7 776	173,17%
droit d'accises	17038	15 846	9 671	-6 175	61,03%
TOTAL RECETTES FISCALES	50732	46 113	41 730	-4 383	90,50%

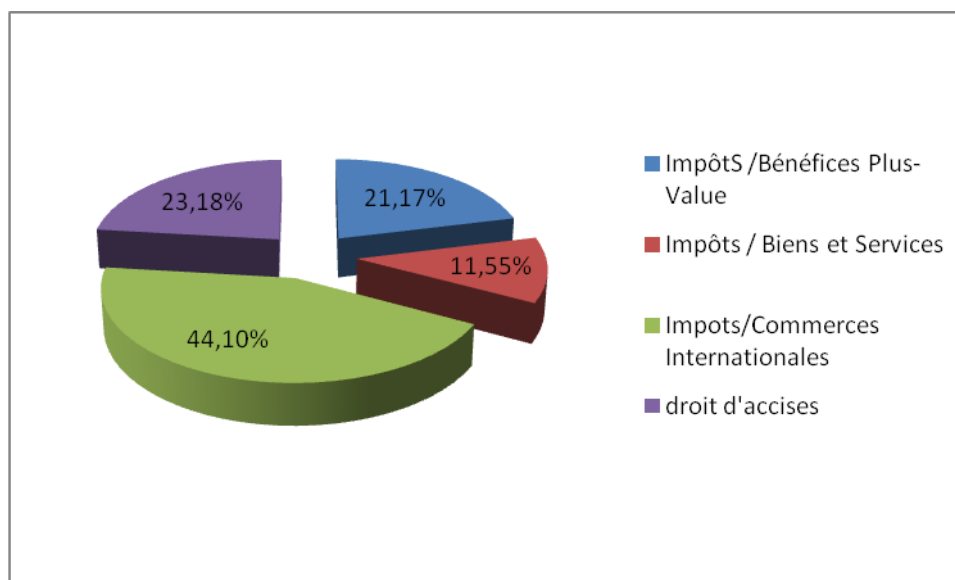
Malgré tout, le niveau des recouvrements n'ayant pas été à la hauteur des prévisions, il fallait donc revoir à la baisse les prévisions dans le cadre de la Loi de Finances Rectificative par rapport à la Loi des finances initiale (voir graphique 3, 4 et 5).



SITUATION DES RECETTES FISCALES PAR RAPPORT A LDFI ET LDFR



POURCENTAGE D'EXECUTION PAR CATEGORIE DES RECETTES FISCALES



2-2-3 Les Recettes non fiscales :

Les recettes non fiscales ont été réalisées à hauteur 16 026 millions de fc, sur une prévision 15 900 millions de fc pour la LDFI et de 15 625 millions de fc pour la LDFR. Elles représentent ainsi un taux de réalisation de 100,79% par rapport à la LDFI et 102,57% à la LDFR équivalent à 2,75% du PIB, contre une réalisation de 7 736 millions fc pour l'année 2017.

Le recouvrement de 2017 à 2018 présente un écart dû aux recettes des appels entrant et celles des îles enregistrées en recettes exceptionnelles.

Cet écart correspond à 107,16% par rapport à 2017. Il faut ainsi considérer que malgré le fait que l'objectif de l'année 2017 n'a pas été atteint, les réalisations de 2018 démontre la volonté de reprise en main de cette catégorie d'impôt par les services de l'AGID.

En définitive, le recouvrement des recettes fiscales et non fiscales en 2018 quoique n'ayant pas été à la hauteur des prévisions les résultats obtenus permettent d'envisager de manière optimiste l'exercice 2018 eu égard des réformes envisagées et de l'appropriation par les équipes concernées de la nouvelle dynamique de gouvernance des finances publiques.

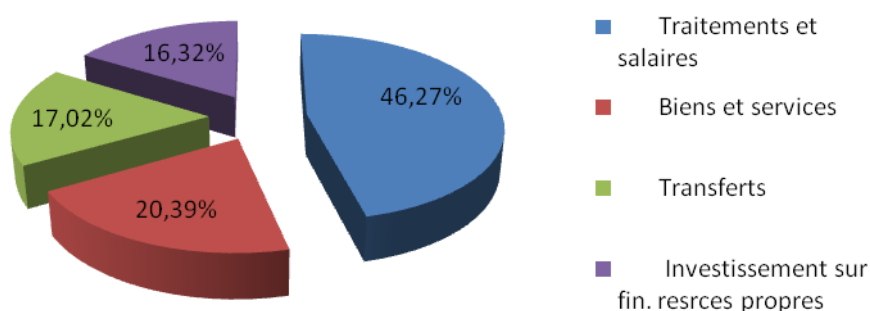
2-3. EXECUTION DES DEPENSES CONSOLIDEES.

2-3-1. Dépenses courantes.

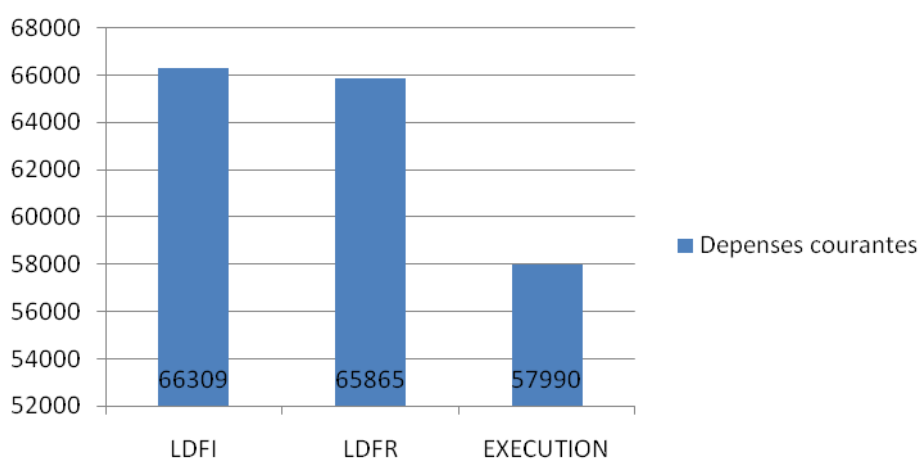
Les dépenses courantes sont exécutées à hauteur de 58 387 millions de fc, sur une prévision de 66 515 millions de fc pour la LDFI et 66 162 millions pou la LDFR.

Elles représentent un taux d'exécution de 87,78% par rapport à la LDFI et 88,25% à la LDFR, et 10,01% du PIB, contre une exécution de 66 381 millions de fc pour l'année 2017. (voir graphique 6 et 7).

POURCENTAGE D'EXECUTION PAR CATEGORIES DES DEPENSES



7-Depenses courantes Globales



2-3-2. Exécution des Dépenses par catégorie

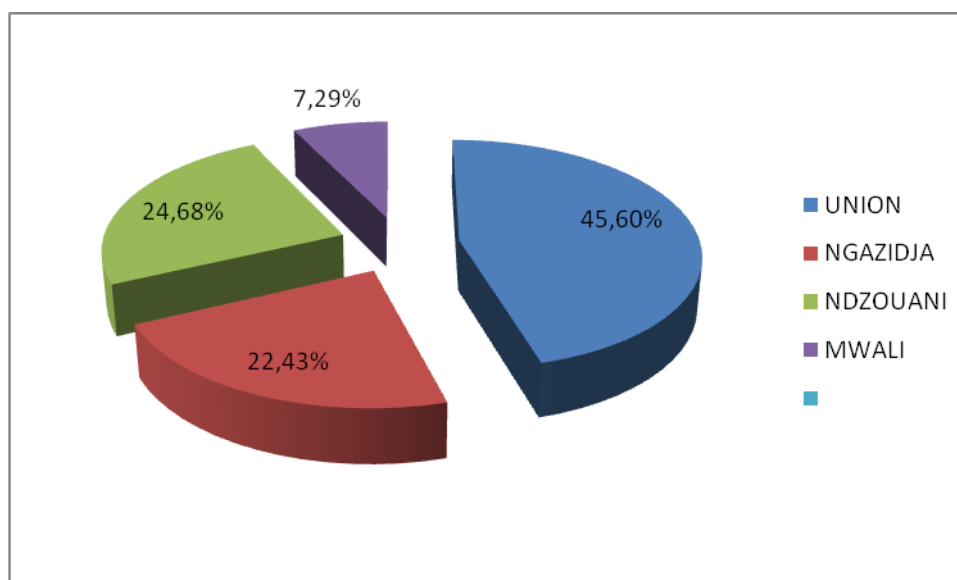
Les Traitements et salaires : ils sont exécutés à hauteur de 26 832 de fc, sur une prévision de 27 384 millions de fc pour LDFI et 27 776 millions de fc pour LDFR. Ils représentent un taux d'exécution de 96,60% par rapport à LDFI et 97,98% par rapport à LDFR, et 4,60% du PIB, contre une exécution de 26 773 millions de fc pour l'année 2017.

Les dépenses salariales occupent une place importante soit 45,96% sur les dépenses totales exécutées et 46,46% de l'ensemble des recettes internes recouvrées.

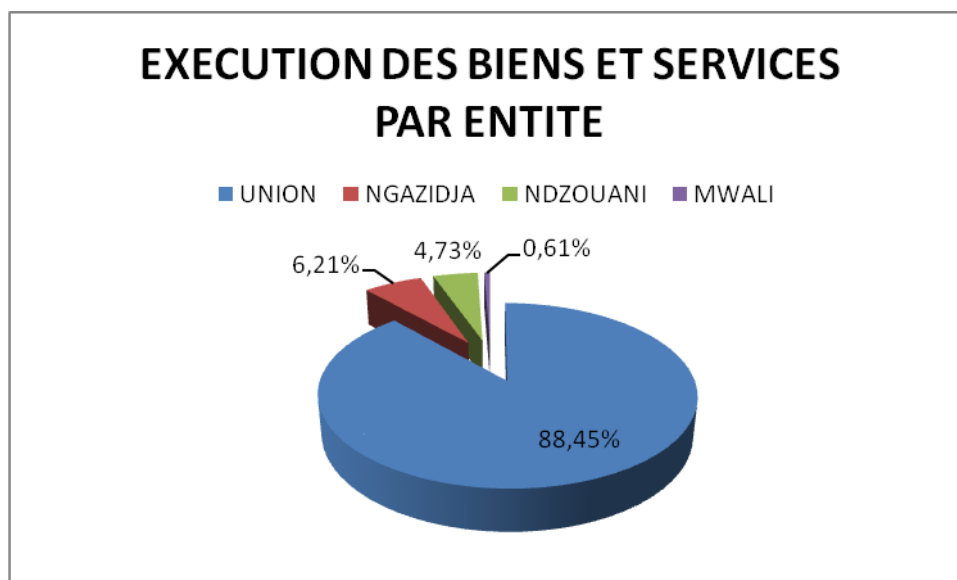
Il faudra surtout remarquer que la masse salariale à Anjouan est la plus importante des entités insulaires et ce malgré les efforts de contrôles initiés par l'administration centrale pour une meilleure maîtrise des effectifs dans les îles.

Cependant, il ne faudrait pas occulter le fait que ce constat d'augmentation de la masse salariale consolidée, ne cesse de passer en dessous des 50% aussi bien des dépenses que des recettes internes recouvrées. Et cela est dû à un meilleur recouvrement des recettes et une bonne maîtrise des dépenses publiques.

REPARTITION DE LA MASSE SALARIALE EXECUTE PAR ENTITE



Les Biens et Services : ils sont exécutés à hauteur de 11 839 millions de fc, sur une prévision de 13 242 millions de fc pour LDFI et 13 296 millions de fc pour la LDFR . Ils représentent un taux d'exécution de 89,40% par rapport à la LDFI et 89,04% par rapport à la LDFR et 2,03% du PIB, contre une exécution de 15 915 millions de fc pour l'année 2017.

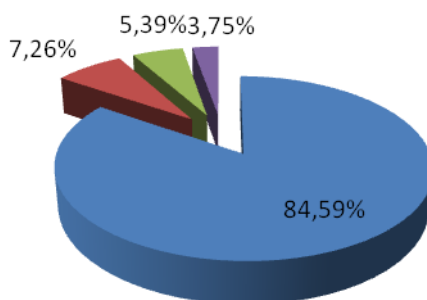


Les Transferts et Subventions : ils sont exécutés à hauteur de 9 872 millions de fc, sur une prévision de 11 736 millions de fc pour LDFI et de 11 653 millions de fc pour LDFR . Ils représentent un taux de d'exécution de 84,12% par rapport à LDFI et 84,71% par rapport à LDFR et 1,69% du PIB, contre une exécution de 10 414 millions de fc pour l'année 2017.

(Voir graphique 8 ci dessous).

EXECUTION DE TRANSFERT ET SUBVENTION PAR ENTITE

■ UNION ■ NGAZIDJA ■ NDZOUANI ■ MWALI



Les ressources du budget d'équipements et d'investissements : elles sont exécutées à hauteur de 46 613,75 Millions de fc, sur une prévision de 67 496 millions de fc pour LDFI et 54 765 millions de fc pour LDFR . Elles représentent un taux d'exécution de 69,06 % par rapport à la LDFI et 85,16% par rapport à la LDFR et 7,99% par rapport au PIB, contre une exécution de 57 753 millions de fc en 2017.

Ces ressources sont réparties comme suit :

Ressources du budget d'équipement sur financement intérieur : elles sont exécutées à hauteur de 9 461 Millions de fc, sur une prévision de 13 138 millions de fc. Elles représentent un taux d'exécution de 72,01%, par rapport aux prévisions et 1,62% du PIB, contre une exécution de 13 157 millions de fc pour l'année 2017.

Pour ce qui est des dépenses en capital ; Dons, Assistance technique, et dette publique : ils sont exécutés à hauteur de 37 152,75 Millions de fc, sur une prévision de 43 391 millions de fc pour LDFI et 38 809 millions de fc pour LDFR. La dette publique est exécutée à hauteur de 2 713 millions de fc, sur une prévision de 3 115 millions de fc. Ces dépenses en capitales représentent un taux d'exécution de 133,73 % par rapport à la LDFI et 87,10% par rapport à la LDFR et 0,47% du PIB.

2-4. EXECUTION BUDGETAIRE PAR ENTITE.

En somme, l'exécution de la Loi de finances 2018 a été établie d'une façon globale. Sur ce, il est à approfondir la base de l'évolution prévisible de l'exécution de chaque entité.

A l'instar dans les gouvernorats des îles autonomes, certaines dépenses de fonctionnement de leurs administrations (salaires, carburants, électricité et communication comme « téléphone et internet ») sont ordonnancées dans leurs propres crédits budgétaires mais elles sont payées par les recettes à

Partager au niveau de l'Administration centrale.

Cette procédure ne cesse d'engendrer des conséquences plutôt négatives car elle a laissé aux entités Insulaires la possibilité de dépasser leurs quotas légalement attribués par la Loi de Finances Consolidée.

Or, les dépassements des quotas sur certaines dépenses ne sont pas maîtrisés par l'administration centrale .

(Voir tableau)

Tableau :Exécution de chaque Entité pour l'exercice 2018

Ressources et Charges	Exécution Consolidée	Union		Ngazidja		Ndzouani		Mwali	
		Exécution	Taux en % d'exécution	Exécution	Taux en % d'exécution	Exécution	Taux en % d'exécution	Exécution	Taux en % d'exécution
RECETTES TOTALES	93 257	91 512	98,13%	965	1,03%	704	0,75%	76	0,08%
Recettes Internes	57 756	56 011	96,98%	965	1,67%	704	1,22%	76	0,13%
Fiscales:	41 730	40 613	97,32%	408	0,98%	647	1,55%	61	0,15%
Impôts sur le Revenu, Bénéfices et Plus-values	8 836	8 707	98,54%	69	0,78%	58	0,66%	2	0,02%
Impôts sur les Biens et Services	4 820	3 838	79,61%	338	7,02%	585	12,14%	60	1,23%
Impôts sur le Commerce International	18 402	18 398	99,98%	0	0%	4	0,02%	0	0,00%
Droits d'accises	9 671	9 671	100%	0	0%	0	0%	0	0,00%
Non- fiscales	16 027	15 398	96,08%	558	3,48%	56	0,35%	15	0,09%
<i>Recettes Propres (PM)</i>	1 741		0%	965	55,44%	699	40,17%	76	4,39%
DEPENSES TOTALES	95 525	74 879	78,39%	7 747	8,11%	7 877	8,25%	2 309	2,42%
Dépenses courantes	58 373	40 441	69,28%	7 747	13,27%	7 877	13,49%	2 309	3,96%
Dépenses courantes primaires	57 991	40 058	69,08%	7 747	13,36%	7 877	13,58%	2 309	3,98%
Traitements et salaires	26 832	12 235	45,60%	6 017	22,43%	6 623	24,68%	1 957	7,29%
Biens et services	11 825	10 460	88,45%	734	6,21%	559	4,73%	72	0,61%
Transferts	9 872	8 351	84,59%	717	7,26%	532	5,39%	272	2,75%
Investissement sur fin. resrcs propres	9 461	9 013	95,26%	278	2,94%	162	1,72%	8	0,09%
Intérêts de la dette	382	382	100%		0,00%		0,00%		0,00%
Solde primaire	-617	15 570		-6 781		-7 173		-2 233	
Recettes externes (Dons)	35 500	35 500	100%		0%		0%		0%
<i>dont: Aides budgétaires</i>	1 061	1 061	100%		0%		0%		0%
Projets (y compris fonct.et assist.tech.)	34 439	34 439	100%		0%		0%		0%
Assistance PPTE Intérimaire	0								
Depenses en Capital	37 152	37 152							
Dépenses sur financement Externes	34 439	34 439	100%		0%		0%		0%
Maintenance projets (fin. extérieur)	15 167	15 167	100%		0%		0%		0%
Assistance technique (fin. extérieur)	4 160	4 160	100%		0%		0%		0%
Financées sur ressources extérieures	15 112	15 112	100%		0%		0%		0%
Financées sur fonds de contrepartie	0								
Dette publique	2 713	2 713	100%		0%		0%		0%
Exterieur	1 592	1 592	100%		0%		0%		0%
Interieur	1 121	1 121	100%		0%		0%		0%
Prêt	0								
Solde global (base ordonnancement)	-2 269								
PIB	583 384								

2-4-2. ÎLE AUTONOME DE NGAZIDJA.

2-4-2-1. RECETTES.

LES RECETTES de l'île sont réalisées à hauteur de 965 millions de fc, soit 48,03% par rapport aux prévisions de 2 009 millions de fc des recettes totales de l'île et 0,16% du PIB, sur une réalisation de 1 332 millions de fc pour l'année 2017.

LES RECETTES PROPRES¹ sont réalisées à hauteur de 965 millions de fc, sur une prévision de 1 648 millions de fc. Elles représentent un taux de réalisation de 58,56% par rapport aux prévisions et 0,16% du PIB, contre 963 millions de fc pour l'année 2017.

- **Les Recettes Fiscales** sont réalisées à hauteur de 407,62 millions de fc, sur une prévision de 1 265 millions de fc soit un taux d'exécution de 85,71% par rapport aux prévisions et 0,12% du PIB, contre 672 millions de fc pour l'année 2017.
- **Les Recettes non Fiscales** sont réalisées à hauteur de 557,53 millions de fc sur une prévision de 743,25 millions de fc, soit un taux d'exécution de 75,01% par rapport aux prévisions et 0,09% du PIB, contre 292 millions de fc pour l'année 2017.

2-4-2-2. DEPENSES.

Les dépenses courantes sont exécutées à hauteur de 7 746 millions de fc, sur une prévision de 7 811 millions de fc. Elles représentent un taux d'exécution de 99,16% par rapport aux prévisions et 1,32% du PIB contre une exécution de 8 287 millions de fc pour l'année 2017. (Voir tableau d).

TABLEAU D'EXECUTION DES DEPENSES DE NGAZIDJA

	ldfi (a)	ldfr (b)	execution ©	ecart (b-a)	taux (c/a)	taux (c/b)
salaire	6 309 000 000	6 018 000 000	6 017 287 076	- 291 000 000	95,38%	99,99%
bien et service	1 204 000 000	740 000 000	734 313 196	- 464 000 000	60,99%	99,23%
transfert et subvention	586 000 000	717 000 000	716 636 865	131 000 000	122,29%	99,95%
investissement	1 325 000 000	336 000 000	278 288 616	- 989 000 000	21,00%	82,82%
total generale	9 424 000 000	7 811 000 000	7 746 525 753	- 1 613 000 000	82,20%	99,17%

¹ Les recettes propres réalisées est de 1 201,59 millions de fc dont : **236,59 millions** de fc perçu par l'union et 965 millions de fc reste dans l'île.

- **Les traitements et salaires²** sont exécutés à hauteur de 6 017 millions de fc, sur une prévision de 6 018 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution de 99,98% par rapport aux prévisions et 1,03% du PIB, contre une exécution de 6 387 millions de fc pour l'année 2017.

Il est à noter que cette rubrique représente 76,39% des dépenses totales exécutées et environ neuf fois leurs recettes recouvrées.

- **Les Biens et Services** sont exécutés à hauteur 734,31 millions de fc, sur une prévision de 740 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution 95,32%, par rapport aux prévisions et 0,16% du PIB, contre une exécution de 915 millions de fc pour l'année 2017.
- **Les Transferts et Subventions** sont exécutés à hauteur de 716,63 millions de fc, sur une prévision de 717 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution de 99,94% par rapport aux prévisions et 0,12% du PIB, contre une exécution de 767 millions de fc pour l'année 2017.
- **Les Investissements sur financement intérieur** sont exécutés à hauteur de 278,29 millions de fc, sur une prévision de 336 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution de 82,82% par rapport aux prévisions et 0,04% du PIB, contre une exécution de 217 millions de fc pour l'année 2017.

2-4-3. ÎLE AUTONOME d'ANJOUAN.

2-4-3-1. RECETTES.

LES RECETTES de l'île sont réalisées à hauteur de 703,591 millions, soit 33,55% par rapport aux prévisions de 2 097 fc et 0,12% du PIB, contre une réalisation de 985 millions fc pour l'année 2017.

LES RECETTES PROPRES³ sont réalisées à hauteur de 699,341 millions de fc, sur une prévision de 1 170 millions de fc. Elles représentent un taux de réalisation de 60,13% par rapport aux prévisions et 0,11% du PIB, contre une réalisation de 615 millions de fc pour l'année 2017.

- **Les Recettes Fiscales** sont réalisées à hauteur de 647,339 millions de fc sur une prévision de 1 882,657 millions de fc. Elles représentent un taux de réalisation de 34,38% par rapport aux prévisions et 0,11% du PIB, contre une réalisation de 438 millions de fc pour l'année 2017.
- **Les Recettes non Fiscales** sont réalisées à hauteur de 56,252 millions de fc sur une prévision de 214,362 millions de fc. Elles représentent un taux de réalisation soit 26,24% par rapport aux prévisions et 0,01% du PIB contre une réalisation de 178 million de fc pour l'année 2017.

² Le salaire de mois d'août de Ngazidja pris en charge par l'Administration centrale

³ Les recettes propres réalisées est de 926,265 millions de fc dont : **222,673 millions** de fc perçu par l'union et 699,341 millions de fc reste dans l'île

2-4-2-2. DEPENSES.

Les dépenses courantes sont exécutées à hauteur de 7 876,870 millions de fc, sur une prévision de 7 866 millions de fc. Elles représentent un taux d'exécution 100,13% par aux prévisions et 1,35% du PIB, contre une exécution de 8 527 millions de fc pour l'année 2017. (voir tableau e).

TABLEAU D'EXECUTION DES DEPENSES DE NDZOUANI						
	ldfi (a)	ldfr (b)	execution ©	ecart (b-a)	taux (c/a)	taux (c/b)
salaire	6 328 000 000	6 624 000 000	6 623 112 681	296 000 000	104,66%	99,99%
bien et service	1 070 000 000	559 000 000	558 989 211	- 511 000 000	52,24%	100,00%
transfert et subvention	545 000 000	533 000 000	532 496 623	- 12 000 000	97,71%	99,91%
investissement	1 050 000 000	150 000 000	162 272 045	- 900 000 000	15,45%	108,18%
total general	8 993 000 000	7 866 000 000	7 876 870 560	- 1 127 000 000	87,59%	100,14%

- **Les traitements et salaires** sont exécutés à hauteur de 6 623,112 millions de fc, sur une prévision de 6 624 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution de 99,98% par rapport aux prévisions et 1,13% du PIB, contre une exécution de 7 084 millions de fc pour l'année 2017

Il est à noter que cette rubrique représente 84,08% des dépenses totales exécutées est environ neuf fois, leurs recettes recouvrées.

- **Les Biens et Services** sont exécutés à hauteur 558,989 millions de fc, sur une prévision de 559 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution de 99,99 % par rapport aux prévisions et 0,09% du PIB, contre une exécution de 900 millions de fc pour l'année 2017.
- **Les Transferts et Subventions** sont exécutées à hauteur de 532,496 millions de fc, sur une prévision de 533 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution de 99,91% par rapport aux prévisions et 0,09% du PIB, contre une exécution de 194 millions de fc pour l'année 2017.
- **Les Investissements sur financement intérieur** sont exécutés à hauteur de 162,272 millions de fc, sur une prévision de 150 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution de 108,18% par rapport aux prévisions et 0,03% du PIB, contre une exécution de 349 millions de fc pour l'année 2017.

2-4-4. ÎLE AUTONOME DE MWALI.

2-4-4-1. RECETTES.

LES RECETTES de l'île sont réalisées à hauteur de 76,491 millions de fc sur une prévision de 543,374 millions. Elles représentent un taux d'exécution de 14,08% par rapport aux prévisions et 0,01% du PIB, contre une réalisation de 241 millions fc pour l'année 2017.

Les RECETTES PROPRES sont réalisées à hauteur de 76,491 millions de fc, sur une prévision de 356,206 millions de fc. Elles représentent un taux de réalisation de 21,47% par rapport aux prévisions et 0,00% du PIB, contre une réalisation de 149 millions de fc pour l'année 2017.

- **Les Recettes Fiscales** sont réalisées à hauteur de 61,385 millions de fc sur une prévision de 475,424 millions de fc .Elles représentent un taux de réalisation de soit 12,91% par rapport aux prévisions et 0,01% du PIB, contre une réalisation de 97 millions de fc pour l'année 2017.
- **Les Recettes non Fiscales** sont recouvrées à hauteur de 15,106 millions de fc sur une prévision de 67,950 millions de fc. Elles représentent un taux de réalisation de 75,36% par rapport aux prévisions et 0,01% du PIB contre une réalisation de 52 millions de fc pour l'année 2017.

2-4-4-2. DEPENSES.

Les **dépenses courantes** sont exécutées à hauteur de 2 309,025 millions de fc, sur une prévision 2328 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution de 99,18% par rapport aux prévisions et 0,39% du PIB, contre une exécution de 2 420 millions de fc pour l'année 2017.

TABLEAU D'EXECUTION DES DEPENSES DE MWALI						
	ldfi (a)	ldfr (b)	execution ©	ecart (b-a)	taux (c/a)	taux (c/b)
salaire	1 720 000 000	1 957 000 000	1 956 685 597	237 000 000	113,76%	99,98%
bien et service	290 000 000	73 000 000	72 333 727	- 217 000 000	24,94%	99,09%
transfert et subvention	380 000 000	273 000 000	271 806 053	- 107 000 000	71,53%	99,56%
investissement	225 000 000	25 000 000	8 200 000	- 200 000 000	3,64%	32,80%
total general	2 615 000 000	2 328 000 000	2 309 025 377	- 287 000 000	88,30%	99,18%

- **Les traitements et salaires** sont exécutés à hauteur de 1 956,685 millions de fc, sur une prévision de 1 957 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution de 99,98 % par rapport aux prévisions et 0,34% du PIB, contre une exécution de 1 907 millions de fc pour l'année 2017.

Il est à noter que la masse salariale représente 84,74% de leurs dépenses totales exécutées et près de vingt cinq fois plus de leurs recettes recouvrées.

- **Les Biens et Services** sont exécutés à hauteur de 72,333 millions de fc, sur une prévision de 73 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution de 99,09% par rapport aux prévisions et 0,01% du PIB, contre une exécution de 189 millions de fc pour l'année 2017.
- **Les Transferts et Subventions** sont exécutés à hauteur de 271,806 millions de fc, sur une prévision de 273 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution de 99,56 % par rapport aux prévisions et 0,05% du PIB, contre une exécution de 310 millions de fc pour l'année 2017.
- **Les Investissements sur financement intérieur** sont exécutés à hauteur de 8,2 millions de fc, sur une prévision 25 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution 32,8 % par rapport aux prévisions et 0,001% du PIB contre une exécution de 14 millions de fc pour l'année 2017.

2-4-5. UNION.**2-4-5-1. RECETTES.**

Les recettes internes sont réalisées à hauteur de 56 011,244 millions de fc, sur une prévision de 56 973,585 millions de fc. Elles représentent un taux de réalisation de 98,31% par rapport aux prévisions et 9,60 % du PIB, contre une réalisation de 52 992 millions de fc pour l'année 2017.

- **Les recettes fiscales** sont réalisées à hauteur de 40 613,366 millions de fc, une prévision de 42 488,834 millions de fc. Elles représentent un taux de réalisation de 95,59 % par rapport aux prévisions et 6,96 % du PIB, contre une réalisation de 45 778 millions de fc pour l'année 2017.

Cette performance se manifeste par la volonté de la Douane qui a réalisé à elle seule 56,3% de ces recettes fiscales.

- **Les recettes non fiscales⁴** sont réalisées à hauteur de 15 397,877 millions de fc, sur une prévision de 14 484,750 millions de fc. Elles représentent un taux de réalisation 106,30 % par rapport aux prévisions et 2,64 % du PIB, contre une réalisation de 7 203 millions de fc pour l'année 2017.

2-4-5-2. DEPENSES.

Les dépenses courantes sont exécutées à hauteur de 40 454,837 millions de fc, sur une prévision de 48 156,579 millions de fc. Elles représentent un taux d'exécution de 84,01% par rapport aux prévisions et 6,93% du PIB, contre une exécution de de 38 946 millions de fc pour l'année 2017.

Les dépenses courantes primaires sont exécutées à hauteur de 40 072,371 millions de fc, sur une prévision de 47 860 millions de fc. Elles représentent un taux d'exécution de 83,73% par rapport aux prévisions et 6,86% du PIB, contre une exécution de 38 824 millions de fc pour l'année 2017.

(voir tableau ci-dessous).

TABLEAU D'EXECUTION DES DEPENSES DE L'ADMINISTRATION CENTRALE						
	ldfi (a)	ldfr (b)	exécution ©	ecart (b-a)	taux (c/a)	taux (c/b)
salaires	13 027 000 000	13 177 461 593	12 235 110 007 ⁵	150 461 593	93,92%	92,85%
bien et service	10 678 743 885	11 924 344 846	10 473 615 715	1 245 600 961	98,08%	87,83%
transfert et subvention	10 225 937 470	10 130 937 470	8 351 103 647	- 95 000 000	81,67%	82,43%
investissement	21 504 590 000	12 627 000 000	9 012 541 937	- 8 877 590 000	41,91%	71,38%
INTERET DETTE EXTERIEUR	261 835 845	296 835 845	382 466 629	35 000 000	146,07%	128,85%
AMORT.DETTE EXTER	2 029 259 097	1 994 259 097	1 592 278 620	- 35 000 000	78,47%	79,84%

⁴ Normalement, les recettes réalisées pour l'administration centrale est de 14 938,613 millions de fc et une somme venant des îles de 459,263 millions de fc perçue par l'union et ajouté dans le rubrique « recettes exceptionnelles » .

⁵ 569 664 534 FC pour le mois d'août de ngazidja

DETTE INTERIEUR		1 121 167 656	1 121 167 656			100,00%
total générale	57 727 366 297	51 272 006 507	43 168 284 211	- 7 576 527 446	74,78%	84,19%

- **Les traitements et salaires** sont exécutés à hauteur de 12 235,110 millions de fc, sur une prévision de 13 177 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution 92,85% par rapport aux prévisions et 2,09% du PIB, sur une exécution de 11 395 millions de fc pour l'année 2017.

Globalement, la masse salariale a été maîtrisée malgré les dépassements constatés au niveau des institutions sus citées :

- La cour suprême,
- Ministère de la justice,
- Et les dépenses communes.

Celle-ci est due au transfert des compétences de la cour constitutionnelle à la cour suprême et à la prise en charge d'un mois de salaire d'août d'un montant de 569 664 534 fc payé par l'entité de l'union, et également aux diverses régularisations et aux recrutements au niveau des différents ministères.

Il est à rappeler, enfin, que cette rubrique couvre en outre tous les salaires FOP et hors FOP de l'année ainsi que les rappels des salaires non perçus et moins perçus des années antérieures.

- **Les Biens et Services** sont exécutés à hauteur de 10 473,615 millions de fc, sur une prévision de 11 924,344 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution de 82,43% par rapport aux prévisions et 1,79% du PIB, contre une exécution de 13 911 millions de fc pour l'année 2017.
- **Les Transferts et Subventions** sont exécutés à hauteur de 8 351,103 millions de fc, sur une prévision de 10 130,937 millions de fc. Ils représentent un taux d'exécution de 82,43% par rapport aux prévisions et 1,43% du PIB, contre une exécution de de 8 351,103 millions de fc pour l'année 2017.
- **Les Investissements sur financement intérieur** sont exécutés à hauteur de 9 012,541 millions de fc, sur une prévision de 12 627 millions de fc. Ils présentent un taux d'exécution de 71,87% par rapport aux prévisions et 71,37% du PIB, contre une exécution de 12 576 millions de fc pour l'année 2017.

3. HISTORIQUE EVOLUTIVE BUDGETAIRE

Intérêt de la dette	180	151	309	122	205	382
	-8 856	-9 151	-219	-10 831	118	-615
PIB	274 511		555 197		583 384	

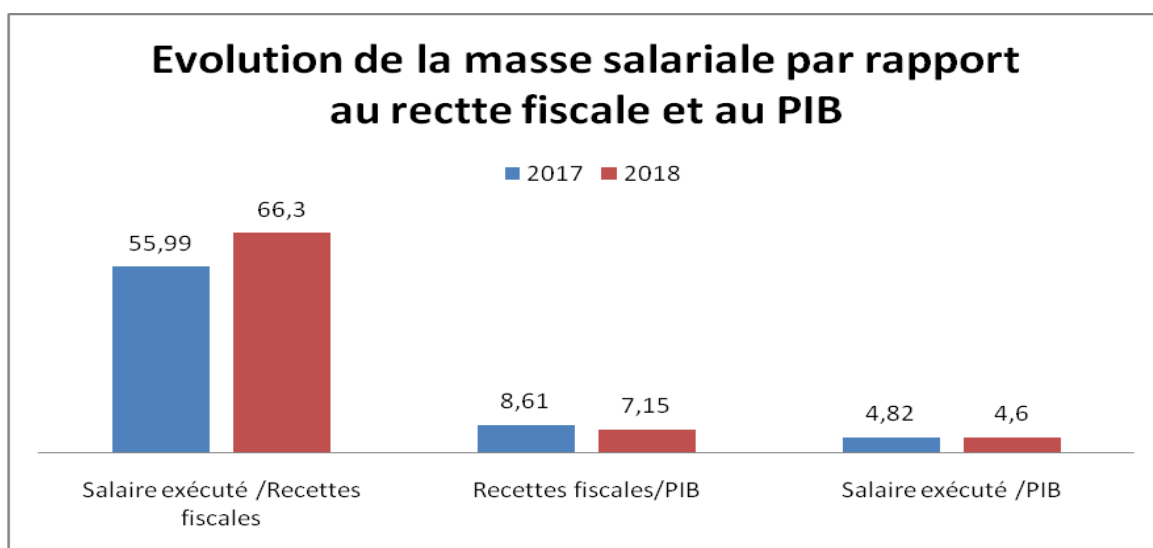
HISTORIQUE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE						
2016 – 2018 (en millions de fc)						
Ressources budgétaires						
NATURES/ANNEE	2016		2017		2018	
Natures	Prévision	exécution	Prévision	exécution	Prévision	exécution
Recettes Interne	45 845	37 154	64 360	55 550	66 632	57 757
Recettes fiscales				47 814		
	35 790	34 979	51 735		50 732	41 730
Recettes non fiscales				7 736		
	10 055	2 175	12 625		15 900	16 027
Charges budgétaires						
Dépenses courantes						
	54 701	46 305	64 579	66 381	66 514	58 372
Salaires	26 730	26 163	25 930	26 773	27 384	26 832
Biens et services	12 674	9 493	10 872	15 915	13 243	11 825
Transferts	9 943	8 170	9 049	10 414	11 737	9 872
Investissements	5 174	2 328	18 419	13 157	13 945	9 461

**Tableau n°5 : évolution des Indicateurs budgétaires
De 2016 à 2018 (En pourcentage).**

Indicateurs/Années	2016	2017	2018
Budget exécuté /budget voté	79,59	94,46	87,76
Budget exécuté /Recettes interne réalisées totales	114,99	83,68	101,06
Budget exécuté /PIB	25,95	19,99[i]	10,01
Salaire exécuté /Dépenses courantes	56,01	40,33	45,97
Salaire exécuté /Recettes totales internes	69,12	48,19	46,46
Salaire exécuté /Recettes fiscales	73,42	55,99	66,3
Salaire exécuté /PIB	9,35	4,82	4,6
Investissement/PIB	0,85	2,37	1,62
Interêt de la dette/PIB	0,06	0,02	0,07
solde primaire/PIB	-3,33	-1,95	-0,11
Recettes fiscales/PIB	12,74	8,61	7,15

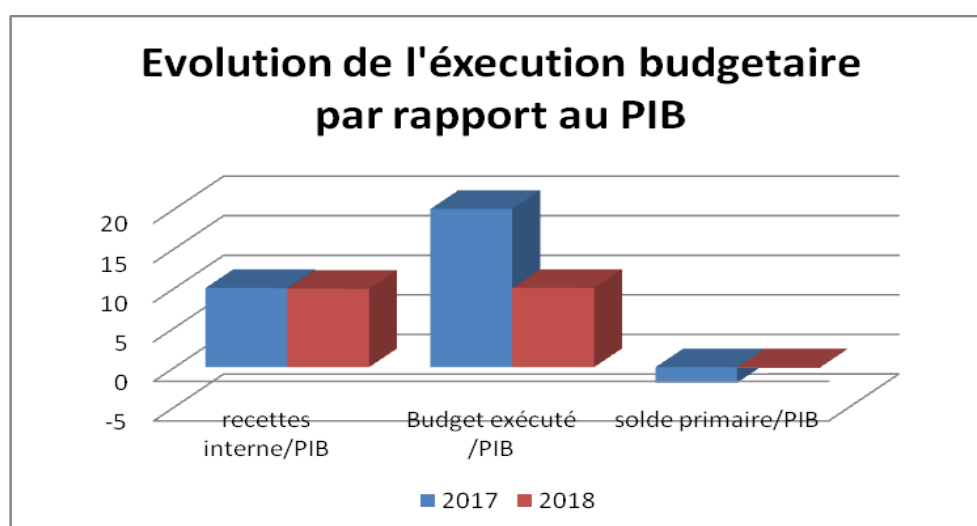
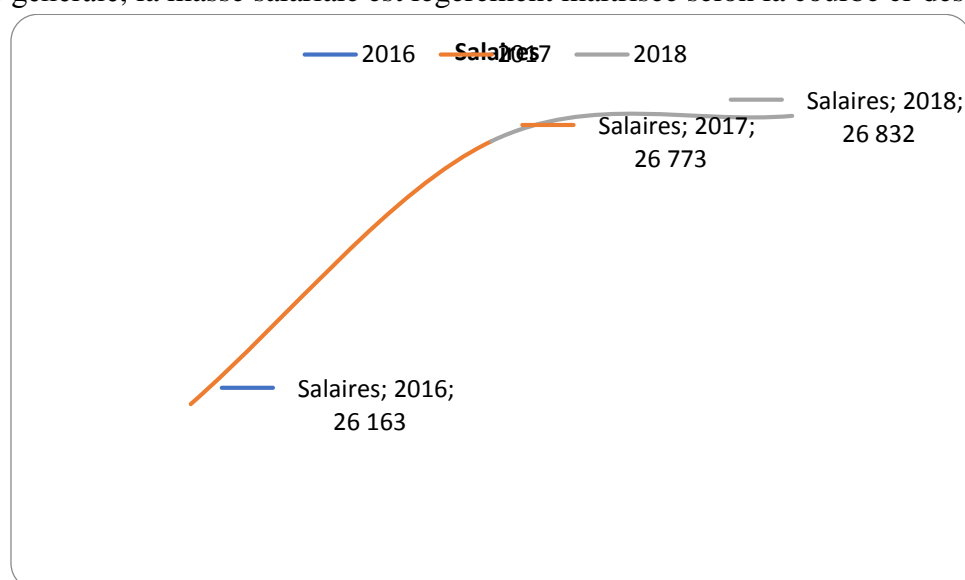
L'évolution de ces indicateurs budgétaires révèle une régression plus ou moins importante de 2018 par rapport à 2017. Ceci montre une faible exécution du budget voté de 2018 par rapport à 2017. Cette progression est due aux investissements sur financement propre qui s'élève à hauteur de 9 461 millions de fc, soit 4,6% par rapport aux PIB, ce qui n'était pas le cas en 2017. C'est le même cas pour la pression fiscale reste inférieure par rapport à 2017 à cause du doublement du PIB.

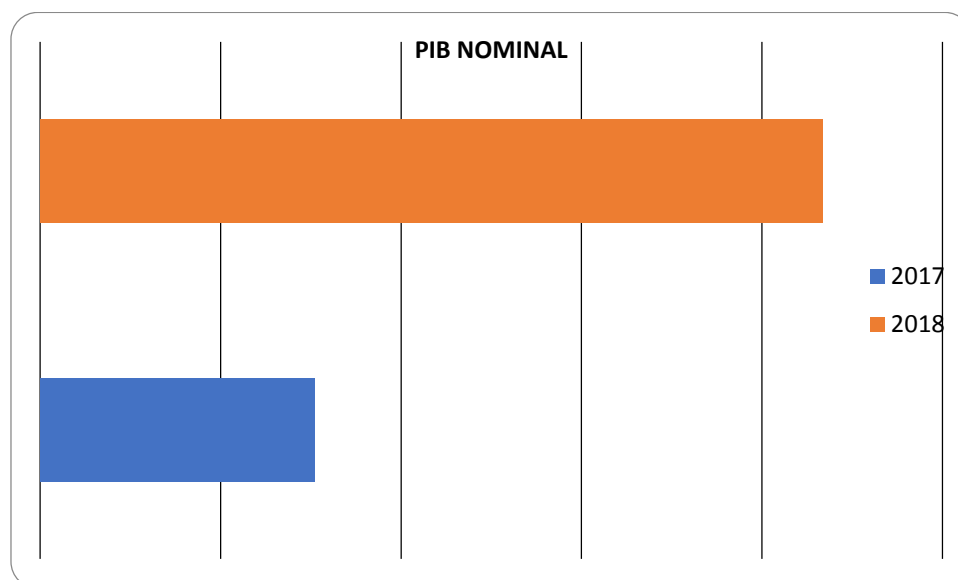
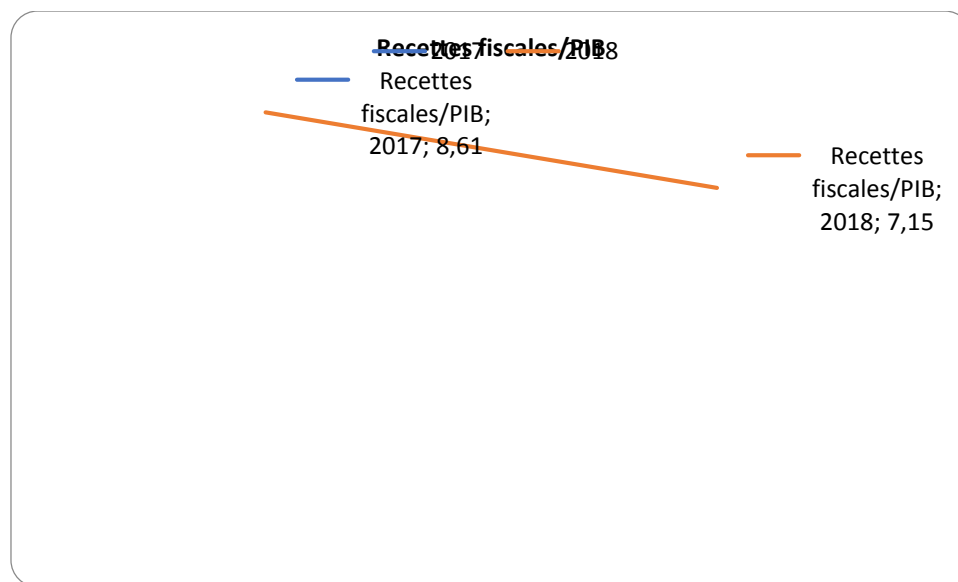
Les présentations graphiques ci-dessous illustrent la situation des agrégats du tableau ci-haut :



Nous constatons que selon l'histogrammes, le ratio salaire et recette fiscale s'élève, si les recettes fiscales sont moins recouvrées alors que le ratio salaire et PIB diminue si le PIB augmente.

D'une manière générale, la masse salariale est légèrement maitrisée selon la courbe ci-dessous.





CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.

1 - CONCLUSIONS

Les résultats de l'exécution budgétaire de l'exercice 2018 sont améliorés par rapport à l'année antérieure qu'il soit au niveau des prévisions qu'au niveau de l'exécution. Ceci est dû aux efforts engagés, par le DIRECTION GENERALE DU BUDGET

gouvernement en place en particulier le ministre de finances et du budget, aux indicateurs conjoncturels recents, attestant la poursuite de redressement e l'activité économique par rapport à la performance de l'année passée et également à la volonté des autorités de porter une solution au problème énergétique.

Les améliorations effectuées sur les prévisions en cours d'exercice avec le projet de loi rectificative ont aussi permis de mieux ajuster les attentes et les ambitions initialement affichées par les autorités nationales.

2.- RECOMMANDATIONS.

A la lumière de ce qui précède, il serait plus indiqué qu'un certain nombre de mesures soient prises au niveau des régies financières ainsi qu'au sein de l'ensemble des Entités pour continuer à améliorer les performances en matière de ressources particulièrement fiscales tout en maîtrisant les dépenses. A cet effet, il est proposé de procéder, entre autres :

- à la poursuite de la mise en œuvre de la réforme relative à l'AGID.
- Au renforcement des contrôles fiscaux et post dédouanement à travers la brigade mobile.
- Au renforcement des recouvrements à tous les niveaux.
- A l'opérationnalisation de la fiscalité locale (i.e. au niveau des communes)
- A la réforme et à l'élargissement de l'assiette fiscale à tous les niveaux (Union et Îles).
- .
- A l'alignement de l'ensemble des régies dans les recettes publiques.

Par ailleurs, des mesures visant à une compression drastique des dépenses, notamment non obligatoires seraient à envisager à très court terme.

Il faudra aussi :

- La réduction progressive de l'indicateur « masse salariale sur recette fiscale » pour atteindre, à moyen terme une norme acceptable ;
- La concentration et/ou limitation des représentations diplomatiques ainsi que leur personnel d'appui.
- La pérennisation du système intégré de gestion de la chaine des dépenses